

DANS L'ÉTAT D'URGENCE

PERMANENT

CONFERENCE : CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT
Lundi 12/02, 19h, amphi Caquot (28 rue des Saint Pères)

L'état d'urgence est avant tout un dispositif légal créé par la loi du 3 avril 1955 pour répondre à l'insurrection algérienne. Instauré de nouveau en 1984 en Nouvelle-Calédonie en réponse au mouvement indépendantiste kanak puis en 2005 contre les révoltes des banlieues, l'état d'urgence n'a cessé d'évoluer dans divers cadres coloniaux. Le 1er novembre 2017, le gouvernement Macron fait rentrer l'état d'urgence dans le droit commun, établissant de fait un état d'urgence permanent. L'Etat opte donc pour le tout-sécuritaire, justifiant le passage à un régime extra-juridique grâce à l'argument de force majeure qu'est « la sécurité ».

Avec Sylvie Thénault (historienne sur les origines coloniales de l'état d'urgence, Florian Borg (avocat militant), Nicolas Krameyer (Amnesty International) et Lila Charef (Collectif contre l'islamophobie en France)

PROJECTION : LE FOND DE L'AIR EST BLEU
Mercredi 14/02, 19h, salle à préciser

« Le fond de l'air est bleu » témoigne de la situation actuelle face à la police, en particulier depuis l'institution d'un état d'urgence qui se prolonge. Depuis la colère des policiers jusqu'à celle des victimes de leur violence, en passant par la parole des militant.e.s et des habitant.e.s des quartiers populaires, chacun.e exprime ici un moment du malaise face à l'ordre et son maintien.

La projection sera suivie d'un débat-discussion avec des membres de l'équipe du film.

CONFERENCE : ABOLIR LA POLICE, ABOLIR LA PRISON ?
Jedi 15/02, 19h, Université Paris 8 (Saint Denis), bâtiment A, salle A028

La transformation de l'état d'urgence en état permanent s'inscrit dans une logique répressive et sécuritaire de longue date. Dès lors, penser l'état d'urgence permanent c'est aussi penser le rôle de la police et de la prison dans notre société. La police est-elle là pour nous protéger ? Ne peut-on penser un système de protection des citoyens alternatif, qui ne passerait pas par une violence d'État ? Quels liens, théoriques et pratiques, existent entre la police, la justice et le système carcéral ? Est-il raisonnable que la détention soit devenue une des formes les plus générales des châtiments légaux ?

Avec Jean-Marc Rouillan (ancien militant d'Action Directe et ex-détenu), Tony Ferri (philosophe) et Amal Bentounsi (Collectif Urgence notre police assassine)

EXPOSITION : CAMERAS, SCIENCES PO
SOUS SURVEILLANCE, Hall du 27

L'administration de Sciences Po profite de la mise en place de l'état d'urgence pour installer des caméras partout dans ses locaux, et prend l'habitude au passage de filmer les étudiants organisant des évènements politiques. Nous avons répertorié les caméras du 27, venez jeter un œil !

ATELIER : PHOTOGRAPHIE ENGAGÉE SOUS
ÉTAT(S) D'URGENCE
Mardi 13/02, 19h, salle C900 (9 rue de la Chaise)

Quels rôles et quels choix pour la ou le photographe dans une époque où le politique passe aussi par une guerre de l'image ? Comment la photographie peut-elle reproduire des dominations et des oppressions, appuyer et justifier un discours dominant, ou bien au contraire les visibiliser et les dénoncer ? Existe-t-il une objectivité en photographie, ou toute photographie est-elle nécessairement située ? Nous vous proposons un atelier à effectif réduit pour pouvoir discuter d'abord tou.te.s ensemble puis en petits groupes autour de photographies qui vous plaisent, vous choquent, vous interpellent, vous interrogent, avec ceux qui étaient derrière l'objectif à ce moment là.

Avec les photographes engagé.e.s Rose Lecat, Yann Levy et Valentina Camu.